

Règlement d'études du cours de formation continue (CAS) «Représentation juridique dans la procédure d'asile»

du 2 juillet 2018

Les Facultés de droit des Universités de Berne, Neuchâtel et Fribourg

sur la base:

des dispositions légales applicables et

l'Accord de coopération du 2 juillet 2018 entre l'Université de Berne, l'Université de Neuchâtel et l'Université de Fribourg relatif à l'organisation commune du cours de formation continue (CAS) «Représentation juridique dans la procédure d'asile» ;
après consultation de la commission de formation continue de l'Université de Berne ;

décident:

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1 Objet

Ce règlement s'applique en relation avec l'Accord de coopération du 2 juillet 2018 entre l'Université de Berne, l'Université de Neuchâtel et l'Université de Fribourg relatif à l'organisation commune du cours de formation continue (CAS) «Représentation juridique dans la procédure d'asile» et contient le règlement d'études de ce cours de formation continue.

Art. 2 Objectif du programme d'études

Le programme d'études est une formation continue, suivie en principe en parallèle à une activité professionnelle, qui a pour but

Studienreglement über den Studiengang (CAS) „Rechtsvertretung im Asylverfahren“

vom 2. Juli 2018

Die Rechtswissenschaftlichen Fakultäten der Universitäten Bern, Neuenburg und Freiburg

gestützt auf:

die einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen und
die Kooperationsvereinbarung vom 2. Juli 2018 zwischen der Universität Bern, der Universität Neuenburg und der Universität Freiburg betreffend die gemeinsame Durchführung des Weiterbildungsstudienganges (CAS) „Rechtsvertretung im Asylverfahren“;
nach Anhörung der Weiterbildungskommission der Universität Bern;

beschliessen:

A. ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

Artikel 1 Gegenstand

Dieses Reglement gilt ergänzend zur Kooperationsvereinbarung vom 2. Juli 2018 zwischen der Universität Bern, der Universität Neuenburg und der Universität Freiburg betreffend die gemeinsame Durchführung des Weiterbildungsstudienganges (CAS) „Rechtsvertretung im Asylverfahren“ und enthält das Studienreglement zum genannten Studiengang.

Art. 2 Zielsetzung des Studienprogramms

Das Studienprogramm ist eine grundsätzlich berufsbegleitende Weiterbildung mit dem Ziel, wissenschaftlich

de fournir des compétences scientifiquement établies en matière de droit d'asile. Le programme d'études lie les activités académiques d'enseignement et de recherche à la pratique et permet l'acquisition de compétences approfondies en droit national et international (y compris européen) d'asile, dans le domaine de la rédaction juridique ainsi que du rôle et de la communication de la représentation juridique dans la procédure d'asile de première instance.

Art. 3 Destinataires

Le programme d'études s'adresse à des personnes en possession d'une formation juridique d'une haute école (MLaw) qui travaillent ou souhaitent travailler dans le domaine du droit d'asile.

Art. 4 Admission

¹ Sont admissibles au programme d'études des personnes ayant accompli une première formation juridique (MLaw) dans une université reconnue.

² L'admission est décidée sur dossier. Le Comité de direction peut décider qu'en sus un entretien soit organisé.

³ Il n'existe aucun droit subjectif à être admis, même lorsque les conditions d'admission sont remplies.

⁴ Le nombre de participants et participantes peut être limité.

⁵ Si le programme n'est pas complet, les personnes intéressées ont la possibilité de s'inscrire à des modules isolés. Il n'existe aucun droit subjectif à être admis à un module isolé.

⁶ Le certificat de formation continue n'est délivré qu'aux personnes disposant d'une expérience professionnelle d'au moins trois mois en tant que représentant ou représentante juridique au sens de la loi sur l'asile. D'autres expériences pratiques équivalentes dans l'accompagnement et la représentation de requérants d'asile peuvent être reconnues par le Comité d'études.

fundierte Kompetenzen im Asylrecht zu vermitteln. Das Studienprogramm verbindet die akademische Lehre und Forschung mit der Praxis und vermittelt vertiefte Kenntnisse im nationalen und internationalen (einschliesslich europäischen) Asylrecht, im juristischen Schreiben sowie der Rolle und Kommunikation der Rechtsvertretung im erstinstanzlichen Asylverfahren.

Art. 3 Adressaten

Das Studienprogramm richtet sich an Personen mit einem rechtswissenschaftlichen Hochschulabschluss (MLaw), welche im Bereich des Asylrechts berufstätig sind oder eine solche Tätigkeit anstreben.

Art. 4 Zulassung

¹ Zu diesem Studienprogramm können Personen mit erfolgreich abgeschlossener juristischer Erstausbildung (MLaw) an einer anerkannten Universität zugelassen werden.

² Die Zulassung erfolgt aufgrund eines Bewerbungsdossiers. Die Programmleitung kann beschliessen, dass zusätzlich ein Gespräch durchzuführen ist.

³ Es besteht kein Anspruch auf Zulassung zum Programm, selbst wenn die Zulassungsvoraussetzungen erfüllt sind.

⁴ Die Teilnehmendenzahl kann begrenzt werden.

⁵ Falls das Programm nicht ausgebucht ist, können sich interessierte Personen für einzelne Module einschreiben. Es besteht kein Anspruch auf Zulassung zu einzelnen Modulen.

⁶ Für die Erlangung des Weiterbildungszertifikats ist der Nachweis einer mindestens dreimonatigen Berufserfahrung als Rechtsvertreter oder Rechtsvertreterin im Sinne des Asylgesetzes notwendig. Eine anderweitige gleichwertige Berufserfahrung in der Beratung und Vertretung von Asylsuchenden kann von der Studienleitung anerkannt werden.

Art. 5 Inscriptions et coûts

¹ La demande d'admission et l'inscription relèvent du service compétent de l'Université dont le directeur ou la directrice d'études fait partie. La demande d'admission doit être accompagnée des documents suivants :

- Curriculum Vitae;
- copie du diplôme juridique;
- le cas échéant, preuve de l'expérience professionnelle.

² Le montant de la taxe d'études est fixé par le Comité d'études et publié par des canaux d'information usuels (Internet) et mentionné sur le formulaire d'inscription. Il se situe entre 6'000 et 8'500 CHF.

³ La taxe d'études comprend la totalité des frais d'inscription, d'administration et d'examens.

⁴ La taxe d'études doit être réglée avant le début du cursus. Le Comité d'études peut décider de s'écarter de cette disposition pour de justes motifs.

⁵ Le retrait de la demande d'admission avant le terme du délai de dépôt des candidatures est possible sans frais. En cas de retrait ultérieur ou en cours du programme d'études et si aucun remplaçant ou aucune remplaçante n'est trouvé-e, la totalité de la taxe d'études est exigible. Le Comité d'études peut décider de s'écarter de cette disposition pour de justes motifs.

⁶ Si une personne participe seulement à un ou plusieurs modules isolés du programme d'études, le Comité d'études définit le montant de la taxe d'études au pro rata pour chaque module. Ce montant est dû avant le début de chaque module envisagé.

Art. 6 Exécution du programme

Dans l'éventualité où le nombre de demandes d'admission satisfaisant aux critères d'admission ne permet pas la bonne tenue du programme (en particulier si la totalité des frais ne peut pas être couverte), le Comité d'études peut décider d'annuler ou de reporter le programme.

Art. 5 Anmeldung und Kosten

¹ Die Anmeldung bzw. die Einschreibung erfolgt bei der zuständigen Stelle derjenigen Universität, an der der Studiendirektor oder die Studiendirektorin tätig ist. Der Anmeldung sind folgende Unterlagen beizulegen:

- Lebenslauf;
- Kopie des juristischen Abschlussdiploms;
- gegebenenfalls Nachweis über die praktische Berufserfahrung.

² Die Studiengebühren werden im Rahmen von Fr. 6'000 und Fr. 8'500 von der Programmleitung festgelegt und auf den üblichen Informationskanälen (Internet) verbreitet sowie auf dem Einschreibeformular aufgeführt.

³ In den Studiengebühren sind sämtliche Einschreibungs-, Verwaltungs- und Prüfungsgebühren inbegriffen.

⁴ Die Studiengebühr ist vor dem Kursbeginn zu entrichten. Die Studienleitung kann beschliessen, in begründeten Fällen von dieser Bestimmung abzuweichen.

⁵ Ein Rückzug der Anmeldung vor dem Anmeldeschluss ist ohne Kostenfolge möglich. Bei einer Abmeldung nach Anmeldeschluss oder bei Abbruch des Studienprogramms wird das Kursgeld in voller Höhe in Rechnung gestellt, es sei denn für die abgemeldete Person wird ein Ersatz gefunden. Die Studienleitung kann beschliessen, in begründeten Fällen von dieser Bestimmung abzuweichen.

⁶ Besucht eine Person nur einzelne Module des Studienprogramms, so ist die von der Studienleitung für diese Module pro rata festgesetzte Studiengebühr vor Beginn des Moduls zu entrichten.

Art. 6 Durchführung des Programms

Bei zu wenigen die Zulassungsbedingungen erfüllenden Anmeldungen (die insbesondere eine kostendeckende Durchführung des Programms nicht ermöglichen) kann die Studienleitung das Programm absagen oder verschieben.

B. ORGANISATION

Art. 7 Comité de direction

¹ Le Comité de direction est composé de la manière suivante:

- a) deux représentants ou représentantes de chaque Université partenaire;
- b) au maximum cinq personnes actives dans le domaine du droit des migrations, en particulier des membres des tribunaux, des autorités ou du barreau, et qui représentent les différents secteurs de manière équitable.

² Les membres du Comité de direction mentionnés à l'al. 1 let. a sont nommés par les facultés de droit de leur Université respective. Ceux-ci nomment d'un commun accord les autres membres du Comité de direction. En cas de retrait de l'un de ces membres avant le terme de son mandat, le Comité de direction nomme son remplaçant. Le Comité de direction peut inviter d'autres personnes, en particulier des responsables de modules du CAS, à participer aux séances avec voix consultative.

³ Le Comité de direction est nommé pour un mandat de quatre ans. Celui-ci est renouvelable.

⁴ Le Comité de direction supervise le programme d'études. Ses attributions sont notamment les suivantes:

- orientation stratégique et développement du programme d'études;
- adoption du plan d'études;
- garantie de qualité et évaluation;
- nomination du Comité d'études et du directeur ou de la directrice d'études dans le cadres des articles 8 et 9;
- approbation du budget et des comptes annuels;
- approbation du rapport d'activité annuel.

⁵ Le Comité de direction se réunit au moins une fois par année; quatre de ses membres peuvent demander en tout temps la tenue d'une assemblée extraordinaire.

⁶ Le Comité de direction élit parmi ses membres un président ou une présidente

B. ORGANISATION

Art. 7 Programmleitung

¹ Die Programmleitung setzt sich wie folgt zusammen:

- a) je zwei Vertreter oder Vertreterinnen der drei beteiligten Fakultäten;
- b) maximal fünf in der Praxis des Migrationsrechts (insbesondere in Gerichten, in Behörden, in der Anwaltschaft) tätige Personen, wobei auf eine angemessene Vertretung der verschiedenen Praxissektoren zu achten ist.

² Die in Absatz 1 lit. a genannten Mitglieder der Programmleitung werden von der jeweiligen Rechtswissenschaftlichen Fakultät bestimmt. Sie ernennen im gegenseitigen Einvernehmen die übrigen Mitglieder der Programmleitung. Im Falle des Rücktritts eines dieser Mitglieder vor Ablauf der Amtszeit ernennt die Programmleitung das neue Mitglied. Die Programmleitung kann weitere Personen, insbesondere Modulverantwortliche, als Gäste ohne Stimmrecht zur Teilnahme an den Sitzungen einladen.

³ Die Programmleitung wird für eine Amtszeit von vier Jahren bestimmt bzw. ernannt. Wiederernennung ist zulässig.

⁴ Die Programmleitung hat die Oberaufsicht über das Studienprogramm. Sie nimmt insbesondere folgende Aufgaben wahr:

- strategische Ausrichtung und Weiterentwicklung des Studienprogramms;
- Erlass des Studienplans;
- Qualitätssicherung und Evaluation;
- Ernennung der Studienleitung und des Studiendirektors oder der Studiendirektorin im Rahmen von Art. 8 und 9;
- Genehmigung des Budgets und der Jahresrechnung;
- Genehmigung des jährlichen Rechenschaftsberichts.

⁵ Die Programmleitung tagt mindestens einmal jährlich; vier ihrer Mitglieder können jederzeit eine ausserordentliche Sitzung verlangen.

⁶ Die Programmleitung wählt aus ihrer Mitte eine Präsidentin oder einen

pour quatre ans. Il ou elle convoque les assemblées et les préside.

⁷ Le Comité de direction se constitue lui-même. Le quorum est atteint si cinq membres sont présents. Le Comité de direction prend ses décisions à la majorité des membres présents; en cas d'égalité, la voix du président ou de la présidente est prépondérante. Des décisions par voie de circulation sont possibles.

Art. 8 Comité d'études

¹ Le Comité d'études est composé d'un membre de chacune des trois facultés partenaires. Ils sont également membres du Comité de direction au sens de l'art. 7 al. 1 lit. a.

² Les membres du Comité d'études sont élus pour une durée de quatre ans; ils sont rééligibles.

³ Le Comité d'études est responsable de l'organisation du programme d'études. Il est compétent pour toutes les tâches qui n'incombent pas à d'autres organes. Ses attributions sont notamment les suivantes:

- décisions relatives au programme d'études;
- choix des enseignants et enseignantes et attribution des mandats nécessaires;
- décisions relatives aux admissions au cours de formation continue;
- détermination du montant des taxes d'études dans le cadre de l'art. 5 ;
- paiement de l'overhead aux organes compétents des Universités partenaires.

⁴ Le Comité d'études se conforme lors de ses décisions aux orientations stratégiques définies par le Comité de direction.

⁵ Le Comité d'études prend ses décisions à la majorité de ses membres, le quorum étant atteint en cas de présence de deux membres. Des décisions par voie de circulation sont possibles. En cas de désaccord persistant au sein du Comité d'études, l'affaire peut être portée pour décision devant le Comité de direction.

Présidenten für vier Jahre. Sie oder er beruft die Sitzungen ein und leitet diese.

⁷ Die Programmleitung konstituiert sich selbst. Sie ist bei Anwesenheit von mindestens fünf Mitgliedern beschlussfähig und entscheidet mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden Mitglieder; bei Stimmgleichheit hat die Präsidentin oder der Präsident den Stichentscheid. Zirkulationsbeschlüsse sind möglich.

Art. 8 Studienleitung

¹ Die Studienleitung besteht aus je einem Mitglied der drei beteiligten Fakultäten. Sie sind gleichzeitig Mitglieder der Programmleitung gemäss Art. 7 Abs. 1 lit. a.

² Die Mitglieder der Studienleitung werden für vier Jahre gewählt; Wiederwahl ist zulässig.

³ Die Studienleitung ist für die Durchführung des Studienprogramms verantwortlich. Ihr kommen alle Aufgaben zu, die nicht in die Zuständigkeit anderer Organe fallen. Sie hat insbesondere folgende Aufgaben:

- Entscheide über das Studienprogramm;
- Wahl der Dozierenden und Erteilung der erforderlichen Aufträge;
- Entscheidung über die Zulassung zum Studiengang;
- Festlegung der Studiengebühren im Rahmen von Art. 5;
- Weiterleitung des Overhead an die zuständigen Stellen der beteiligten Universitäten.

⁴ Die Studienleitung richtet sich bei ihren Entscheidungen nach den durch die Programmleitung festgelegten strategischen Weichenstellungen.

⁵ Die Studienleitung kann bei Anwesenheit von zwei ihrer Mitglieder entscheiden. Sie entscheidet mit der Mehrheit der Stimmen der Mitglieder. Zirkulationsbeschlüsse sind möglich. Im Falle einer dauerhaften Meinungsverschiedenheit innerhalb der Studienleitung kann die Angelegenheit der Programmleitung zur Entscheidung vorgelegt werden.

Art. 9 Directeur ou directrice d'études

¹ Le directeur ou la directrice d'études est membre du Comité d'études selon l'art. 8 al. 1.

² Il ou elle est responsable du fonctionnement opérationnel du programme d'études.

³ Ses attributions sont notamment les suivantes:

- direction du service du CAS, établi à l'Université dont fait partie le directeur ou la directrice d'études;
- engagement et direction des collaborateurs et collaboratrices impliqués dans le cours de formation continue;
- préparation des séances du Comité d'études;
- prise en charge des tâches administratives liées aux participants et participantes;
- administration des finances, élaboration des propositions de budget, des comptes et du rapport d'activité annuel ;
- organisation des modules et des prestations d'études ;
- publicité et représentation du programme d'études vers l'extérieur.

Art. 10 Responsables de modules

¹ Comme responsables de modules sont désignés en principe des membres du corps enseignant des trois Facultés partenaires ou du Centre de droit des migrations.

² Ils ou elles sont responsables de la conception de leur module, procèdent à l'évaluation des prestations personnelles pendant les modules et participent à la mise sur pied et à l'évaluation de l'examen écrit (art. 13).

Art. 9 Studiendirektor oder Studiendirektorin

¹ Der Studiendirektor oder die Studiendirektorin ist Mitglied der Studienleitung gemäss Art. 8 Abs. 1.

² Er oder sie ist für die operative Durchführung des Studienprogramms verantwortlich.

³ Ihm oder ihr kommen insbesondere folgende Aufgaben zu:

- Führung der Geschäftsstelle, die an der Universität, der der Studiendirektor oder die Studiendirektorin angehört, situiert ist;
- Anstellung und Führung der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Studienprogramms;
- Vorbereitung der Sitzungen der Studienleitung;
- Abwicklung der Teilnehmendenadministration;
- Verwaltung der Mittel, Erstellen der Vorschläge für das Budget, die Rechnung und den jährlichen Rechenschaftsbericht;
- Organisation der Veranstaltungen und der Leistungskontrollen;
- Werbung und Vertretung des Studienprogramms nach aussen.

Art. 10 Modulverantwortliche

¹ Als Modulverantwortliche werden grundsätzlich Mitglieder des Lehrkörpers der beteiligten Fakultäten oder des Zentrums für Migrationsrecht verpflichtet.

² Sie konzipieren ihr Modul, führen die Leistungsnachweise während der Module durch und beteiligen sich an der Durchführung und Bewertung der schriftlichen Prüfung (Art. 13).

C. PROGRAMME ET PRESTATIONS PERSONNELLES

Art. 11 Principes didactiques, structure et durée

¹ Les besoins et les souhaits des participants et participantes concernant aussi bien le fond que la forme sont pris en compte lors de l'élaboration des modules. Il est tiré profit de leurs connaissances professionnelles et de leur expérience de la pratique dans les processus d'enseignement et d'apprentissage. Au-delà de la transmission de connaissances et de compétences utiles à la pratique, une place particulière est accordée à la réflexion et à la discussion.

² Le programme d'études est établi de manière modulaire. Il est composé en règle générale de trois modules théoriques pour un total général de neuf à onze jours de cours et d'un ou deux modules pratiques d'une durée totale d'au moins six jours. Il est complété par un examen écrit. Les détails sont réglés dans le plan d'études.

³ Le cursus d'études correspond en tout à 15 crédits ECTS, répartis de la manière suivante:

- 8 crédits ECTS pour les modules théoriques;
- 3 crédits ECTS pour l'examen écrit;
- 4 crédits ECTS pour les modules pratiques.

⁴ Le Comité d'études peut autoriser un candidat ou une candidate, sur requête justifiée, à remplacer un maximum de deux jours de cours par un travail écrit.

⁵ Si une autre expérience pratique est reconnue comme équivalente au sens de l'article 4 al. 6, le Comité d'études décide également de la reconnaissance des modules pratiques.

C. PROGRAMM UND LEISTUNGSNACHWEISE

Art. 11 Didaktische Prinzipien, Aufbau und Dauer

¹ Die Module berücksichtigen in Inhalt und Form die Bedürfnisse und Wünsche der Teilnehmenden. Ihr fachliches Wissen und ihre Erfahrungen als Fachleute fließen in den Lehr- und Lernprozess ein. Neben der Vermittlung von praxisorientiertem Wissen und Können bieten die Veranstaltungen insbesondere Raum für Reflexion und Diskussion.

² Das Studienprogramm ist modular angelegt und besteht aus grundsätzlich drei Theoriemodulen im Umfang von insgesamt neun bis elf Tagen, einem oder zwei Praxismodulen von insgesamt mindestens sechs Tagen sowie einer schriftlichen Prüfung. Einzelheiten regelt der Studienplan.

³ Der Studiengang umfasst insgesamt 15 ECTS-Kreditpunkte, die sich wie folgt zusammensetzen:

- 8 ECTS-Kreditpunkte für die Theoriemodule;
- 3 ECTS-Kreditpunkte für die schriftliche Prüfung;
- 4 ECTS-Kreditpunkte für die Praxismodule.

⁴ Auf begründeten Antrag kann die Studienleitung einer Kandidatin oder einem Kandidaten gestatten, höchstens zwei Kurstage durch eine schriftliche Arbeit in entsprechendem Umfang zu ersetzen.

⁵ Wird eine anderweitige Berufserfahrung als gleichwertig im Sinne von Art. 4 Abs. 6 anerkannt, entscheidet die Studienleitung auch über die Anerkennung der Praxismodule.

Art. 12 Modules et prestations à fournir durant la formation continue

¹ Les thèmes principaux traités dans les différents modules théoriques sont les suivants:

- a) contexte du droit d'asile (droit d'asile international et européen, droit d'asile matériel),
- b) droit de procédure et compétences de rédaction (principes du droit de procédure, analyse et rédaction de mémoires),
- c) nature juridique et compréhension du rôle de la représentation juridique.

² Les modules pratiques se consacrent à la formation pratique en lien avec la représentation juridique dans la procédure d'asile. Ils peuvent être organisés au cours de l'expérience professionnelle mentionnée à l'art. 4 al. 6 et en faire partie intégrante.

³ L'obtention du certificat est subordonnée à la présence du participant ou de la participante à un minimum de 80 % du temps de présence, à la réussite des prestations personnelles selon le plan d'études, à la réussite de l'examen écrit ainsi que la preuve de l'expérience pratique selon l'art. 4 al. 6.

⁴ Les prestations personnelles peuvent prendre la forme d'un examen (écrit ou oral), d'un travail écrit portant sur la matière d'un module (p.ex. une étude de cas) ou/et d'un exposé à présenter lors du cours. D'autres formes appropriées de prestations personnelles ainsi que le regroupement de ces prestations personnelles pour plusieurs modules peuvent être prévues dans le plan d'études. La forme de la prestation personnelle est réglée dans le plan d'études et/ou dans des directives et communiquée avant le début de chaque module.

⁵ Les prestations personnelles sont jugées « réussies » ou « non réussies ».

Art. 12 Module und während der Weiterbildung zu erbringende Leistungen

¹ Inhaltlich widmen sich die Theiemodule insbesondere folgenden Themata:

- a) asylrechtlicher Kontext (internationales und europäisches Asylrecht, materielles Asylrecht),
- b) Verfahrensrecht und Schreibkompetenzen (verfahrensrechtliche Grundsätze, Analyse und Verfassen von Rechtsschriften),
- c) Rechtsnatur und Rollenverständnis der asylrechtlichen Rechtsvertretung.

² Die Praxismodule widmen sich der praktischen Ausbildung im Zusammenhang mit der Rechtsvertretung im Asylverfahren. Sie können während der Berufserfahrung nach Art. 4 Abs. 6 organisiert werden und einen integralen Bestandteil derselben bilden.

³ Der Erhalt des Zertifikats setzt eine Anwesenheit während mindestens 80 % der Präsenzzeit, das Erbringen persönlicher Leistungsnachweise gemäss Studienplan, eine mit bestanden bewertete schriftliche Prüfung sowie den Nachweis praktischer Berufserfahrung im Sinne von Art. 4 Abs. 6 voraus.

⁴ Die Leistungsnachweise können die Form von (schriftlichen oder mündlichen) Prüfungen, im Zusammenhang mit einem Modul stehenden schriftlichen Arbeiten (z.B. Fallstudien) oder/und während des Kurses zu haltenden Vorträgen annehmen. Weitere angemessene Formen von Leistungsnachweisen sowie gemeinsame Leistungsnachweise für mehrere Module können im Studienplan vorgesehen werden. Die Form des Leistungsnachweises wird im Studienplan und/oder in Weisungen geregelt und vor Beginn jedes Moduls kommuniziert.

⁵ Die Leistungsnachweise werden mit „bestanden“ oder „nicht bestanden“ bewertet.

Art. 13 Examen écrit

¹ A l'issue des modules un examen écrit d'une durée de six heures est organisé. Il consiste en la rédaction d'un mémoire sur la base d'actes originaux.

² Les modalités de l'organisation de l'examen sont communiquées à l'avance.

³ L'examen écrit est jugé « réussi » ou « non réussi ».

Art. 14 Répétition d'une prestation personnelle ou de l'examen écrit

¹ Lorsqu'une prestation personnelle est jugée insuffisante, elle peut être répétée ou refaite selon les indications du Comité d'études ou du responsable de module et être à nouveau déposée ou présentée.

² L'examen écrit peut être répété une fois lors de la prochaine organisation de l'examen.

³ Lorsqu'une prestation personnelle ou l'examen écrit sont jugés une seconde fois insuffisants, le candidat ou la candidate ne reçoit aucun certificat de formation continue mais une attestation de participation. Dans des cas de rigueur, le Comité d'études peut autoriser un troisième dépôt ou une troisième présentation de la prestation ou du travail.

Art. 15 Langue

¹ Le programme d'études est proposé en langue française et en langue allemande. Certaines activités peuvent être organisées en commun en français et en allemand. Exceptionnellement (en particulier si le nombre des inscriptions pour le cursus est insuffisant dans une des deux langues ou dans les deux langues), le Comité d'études peut décider d'offrir un programme bilingue.

² Les participants et participantes peuvent s'exprimer en langue française ou en langue allemande ainsi que, avec l'autorisation du responsable du module,

Art. 13 Schriftliche Prüfung

¹ Nach Absolvierung der Module findet eine sechsstündige schriftliche Prüfung statt. Sie besteht aus der Redaktion einer Rechtsschrift auf der Grundlage von Originalakten.

² Die Modalitäten der Durchführung der schriftlichen Prüfung werden im Voraus bekannt gegeben.

³ Die schriftliche Prüfung wird mit „bestanden“ oder „nicht bestanden“ bewertet.

Art. 14 Wiederholung eines Leistungsnachweises bzw. der schriftlichen Prüfung

¹ Falls ein Leistungsnachweis mit „nicht bestanden“ bewertet wird, kann dieser gemäss den Angaben der Studienleitung bzw. des Modulverantwortlichen überarbeitet und erneut eingereicht bzw. präsentiert werden.

² Die schriftliche Prüfung kann einmal beim nächsten Durchlauf wiederholt werden.

³ Falls Leistungsnachweise oder die schriftliche Prüfung ein zweites Mal mit „nicht bestanden“ bewertet werden, erhält die Kandidatin bzw. der Kandidat kein Weiterbildungszertifikat, sondern eine Teilnahmebestätigung. Im Falle einer unzumutbaren Härte kann die Studienleitung eine dritte Einreichung bzw. Präsentation genehmigen.

Art. 15 Sprache

¹ Das Studienprogramm wird je in deutscher und französischer Sprache angeboten, wobei einzelne Veranstaltungen zweisprachig gemeinsam durchgeführt werden können. In Ausnahmefällen (insbesondere wenn die Zahl der Einschreibungen in einer Sprache oder in beiden Sprachen zu gering ist) kann die Studienleitung entscheiden, das Programm zweisprachig anzubieten.

² Die Teilnehmenden können sich wahlweise in deutscher oder französischer Sprache sowie, mit Zustimmung des Modulverantwortlichen, auch in einer

dans une autre langue.

³ Les participants et participantes peuvent rédiger ou présenter leurs prestations personnelles en langue française ou en langue allemande. L'examen écrit doit être en principe présenté dans la langue des modules. Une autre langue peut être choisie en accord avec le Comité d'études.

D. TITRE

Art. 16 Diplôme

¹ Les Universités de Berne, Neuchâtel et Fribourg délivrent en commun aux participants et participantes ayant accompli le cours d'études de formation continue avec succès un *Certificate of Advanced Studies en Représentation juridique dans la procédure d'asile, Universités de Berne, Neuchâtel et Fribourg (CAS RJ Asile UniBe / UniNe / UniFr)*. Il est établi par le directeur ou la directrice d'études pour le compte du Comité d'études.

² Le diplôme est signé par les membres du Comité d'études et les trois doyens des Facultés partenaires.

³ Un Diploma Supplement donne des informations sur le contenu et l'étendue des prestations d'études effectuées.

E. EVALUATION

Art. 17 Evaluation systématique

Une procédure d'évaluation du programme et des modules par les participants et participantes est effectuée. Les conclusions qui en découlent sont prises en compte dans la planification et le développement du programme ainsi que dans le cadre de l'engagement des enseignants et enseignantes.

F. RECOURS

Art. 18 Voies de recours

¹ Les décisions liées à l'admission ou à l'exclusion du programme d'études sont prises par les organes de l'Université dont

autres Sprache äussern.

³ Die Teilnehmenden können Leistungsnachweise wahlweise in deutscher oder französischer Sprache erbringen bzw. abfassen. Die schriftliche Prüfung ist grundsätzlich in der Sprache der Module zu verfassen. Mit Zustimmung der Studienleitung kann auch eine andere Sprache gewählt werden.

D. TITEL

Art. 16 Urkunde

¹ Die Universitäten Bern, Neuenburg und Freiburg stellen den erfolgreichen Teilnehmenden gemeinsam eine Urkunde über die Erlangung eines *Certificate of Advanced Studies in Rechtsvertretung im Asylverfahren, Universitäten Bern, Neuenburg und Freiburg (CAS RV Asyl UniBe / UniNe / UniFr)* aus. Sie wird vom Studiendirektor oder von der Studiendirektorin im Auftrag der Studienleitung erstellt.

² Die Urkunde wird von den Mitgliedern der Studienleitung und den drei Dekanen der beteiligten Fakultäten unterzeichnet.

³ Ein Diploma Supplement gibt Aufschluss über Inhalte und Umfang der Studienleistungen.

E. EVALUATION

Art. 17 Systematische Auswertungen

Der Studiengang wird durch systematische Rückmeldeverfahren und Auswertungen begleitet. Die entsprechenden Erkenntnisse werden bei der fortlaufenden Planung und Entwicklung sowie bei der Verpflichtung der Dozierenden berücksichtigt.

F. RECHTSSCHUTZ

Art. 18 Rechtswege

¹ Verfügungen im Zusammenhang mit der Zulassung zum oder dem Ausschluss vom Studienprogramm werden von den

fait partie le directeur ou la directrice d'études. Elles peuvent être contestées dans un délai de 30 jours devant l'instance compétente de cette Université.

² Les décisions liées aux prestations personnelles ou à l'examen écrit sont prises par l'Université dont fait partie le ou la responsable de module respectivement la personne en charge de l'évaluation d'une prestation d'études. Si cette personne ne fait partie d'aucune des trois Universités, la décision est prise par l'Université dont fait partie le directeur ou la directrice d'études.

³ Les voies de recours par rapport aux décisions prises en vertu du présent règlement et de ses dispositions d'application sont celles de l'Université qui a pris la décision contestée.

⁴ En cas de décision du Comité de direction ou du Comité d'études qui affecte la situation juridique des participants et participantes, une décision pouvant faire objet d'un recours peut être demandée, dans les 30 jours dès sa connaissance, auprès du doyen ou de la doyenne de la Faculté de droit de l'Université dont fait partie le directeur ou la directrice d'études.

G. DISPOSITION FINALE

Art. 19 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par les instances compétentes des Universités de Berne, Neuchâtel et Fribourg.

zuständigen Organen derjenigen Universität erlassen, an welcher der Studiendirektor oder die Studiendirektorin angestellt ist. Sie können innert 30 Tagen bei der zuständigen Instanz der verfügenden Universität angefochten werden.

² Verfügungen im Zusammenhang mit den Leistungsnachweisen oder der schriftlichen Prüfung werden von derjenigen Universität erlassen, welcher der oder die Modulverantwortliche bzw. der oder die Begutachtende angehört. Gehört diese Person keiner der drei Universitäten an, wird die Verfügung von derjenigen Universität erlassen, an welcher der Studiendirektor oder die Studiendirektorin angestellt ist.

³ Der Rechtsweg gegen Verfügungen, die aufgrund dieses Reglements und seiner Ausführungsbestimmungen erlassen werden, richtet sich nach den Bestimmungen der verfügenden Universität.

⁴ Bei Entscheidungen der Programm- oder Studienleitung, welche die Teilnehmenden nachteilig in ihrer Rechtsstellung betreffen, kann innerhalb von 30 Tagen ab Kenntnis eine anfechtbare Verfügung des Dekans oder der Dekanin der Rechtswissenschaftlichen Fakultät derjenigen Universität, der der Studiendirektor oder die Studiendirektorin angehört, verlangt werden.

G. SCHLUSSBESTIMMUNG

Art. 19 Inkrafttreten

Das vorliegende Reglement tritt mit Genehmigung durch die zuständigen Organe der Universitäten Bern, Neuenburg und Freiburg in Kraft.

Von der Rechtswissenschaftlichen Fakultät
der Universität Bern beschlossen:

Bern, den 26. April 2018



Prof. Dr. Peter V. Kunz, Dekan

Vom Senat der Universität Bern
genehmigt:

Bern, den 29. Mai 2018



Prof. Dr. Christian Leumann, Rektor

Vom Fakultätsrat der
Rechtswissenschaftlichen Fakultät der
Universität Freiburg beschlossen:

Freiburg, den 11. Juni 2018



Prof. Dr. Bernhard Waldmann, Dekan

Vom Rektorat der Universität Freiburg
genehmigt:

Freiburg, den 25. Juni 2018



Prof. Dr. Astrid Epiney, Rektorin

Adopté par la Faculté de droit de
l'Université de Neuchâtel:

Neuchâtel, le 12 avril 2018



Prof. Dr. Evelyne Clerc, doyenne

Approuvé par le rectorat de l'Université
de Neuchâtel:

Neuchâtel, le 2 juillet 2018



Prof. Dr. Kilian Stoffel, recteur